

Le réseau de l'aide juridique
au service des gens...



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Avril 2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements		Pages
	Questions non répondues	1
01	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 : a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	5
02	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022 2023 : a. Les raisons du déplacement b. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c. Les coûts ventilés; d. Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;	6
03	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.	7
04	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) Séparément : par le cabinet ministériel : a. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b. Le but visé par chaque dépense; c. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement; d. Si l'événement s'est tenu virtuellement. Par le ministère ou l'organisme : e. Les sommes dépensées en 2022-2022 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f. Le but visé par chaque dépense; g. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement; h. Si l'événement s'est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j. Le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k. La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié); l. La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m. Le but visé par chaque dépense; n. Le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement; o. Si l'événement s'est tenu virtuellement.	8

Demande de renseignements		Pages
05	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b. Le but recherché par chaque dépense; c. Le nombre total et la liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; e. Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f. Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g. La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h. Le but visé par chaque dépense; i. Le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie	9
06	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a. Les noms du professionnel ou de la firme; b. Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c. Le détail des travaux ou services effectués (but visé); d. La date d'octroi du contrat; e. Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f. L'échéancier; g. Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.	10
07	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a. La liste des soumissions et le montant de chacune; b. La grille d'évaluation des soumissions; c. Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d. Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e. Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	15
08	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : a. La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b. Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c. Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d. Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e. Une description de son mandat; f. La date de début de son contrat; g. La date prévue de fin de son contrat; h. Sa rémunération annuelle.	16

Demande de renseignements		Pages
09	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a. Le nom du projet; b. La nature du projet; c. L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e. Les plus récentes évaluations du coût du projet; f. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g. L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h. Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j. Le nombre d'employés (etc.) affectés à ce projet; k. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : • la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. L. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.	17
11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a. La photocopie; b. Le mobilier de bureau; c. L'ameublement; d. La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e. Le distributeur d'eau de source; f. Le remboursement des frais de transport; g. Le remboursement des frais d'hébergement; h. Le remboursement des frais de repas; i. Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j. L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a. Au Québec; b. À l'extérieur du Québec.	19
12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense liée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique	20

Demande de renseignements		Pages
13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et plus; b. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et moins; c. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : – le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m. Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); n. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o. Le nombre d'employés permanents et temporaires; p. Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ; q. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; r. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; s. Le nombre de postes vacants et le nombre d'etc. non comblés, ventilé par région.	21
14	Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : a. Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines; c. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	23
15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	24

Demande de renseignements		Pages
16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a. La liste des actifs excédentaires inoccupés; b. La valeur estimée de ceux-ci; c. Les coûts d'entretien annuel; d. Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	30
17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a. Les dates des travaux; b. Les coûts; c. Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	31
19	Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a. Le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b. La circonscription électorale; c. Le montant attribué; d. Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	32
22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a. Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b. Par catégorie d'âge; c. Prévisions 2023-2024.	33
24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc.) Du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégories.	34
25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	35
26	Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a. Le nom du site web; b. Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c. Les coûts de construction du site; d. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e. Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f. La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g. La fréquence moyenne de mise à jour; h. Le responsable du contenu du site; i. Les noms de domaines réservés;	36
30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.	37
32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2022-2023 demandé par le secrétariat du conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2023-2024.	38

Demande de renseignements		Pages
33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	39
34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	40
36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	41
37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	42
40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a. La dépense totale (opération et capital); b. Les grands dossiers en cours; c. Le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d. Préciser le nombre en équivalent etc. et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e. Le nombre de consultants externe attirés aux dossiers informatiques.	43
41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	44
42	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a. La dépense totale relative au paiement des cotisations; b. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c. Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	45
43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a. La date; b. La nature; c. Les questions posées; d. Les réponses; e. La firme retenue; f. Les coûts.	46
44	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a. Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b. Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur internet et les médias sociaux et le montant.	47

Demande de renseignements		Pages
51	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant: 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	48
52	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel requis pour fins de télétravail.	49
53	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a. Les sommes dépensées; b. Le nombre de demandes au programme d'aide aux employés (PAE); c. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	50
56	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages a. Nombre de stagiaires reçus; b. Heures de stages effectués; c. Rémunération totale déboursée.	51
66	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet de d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a. Le nombre d'autorisations; b. Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c. Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d. Le montant accordé; e. Les motifs de la demande.	52
67	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organismes en 2022-2023 : a. Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b. Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;	53
69	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	54

Étude des crédits 2023-2024 Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère des l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Étude des crédits 2023-2024 Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

Étude des crédits 2023-2024 Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34)¶	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Question 01	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :
	a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Voyage	Coût
	0 \$

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère en vertu du règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18). En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information/fr>

Question 02	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022 2023 : a. Les raisons du déplacement b. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c. Les coûts ventilés; d. Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
------------------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr>

Question 03	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
	a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Firme	Mode d’octroi	Objet	Coût
Deschamps Impression Inc.	Contrat négocié	Feuillet "Papillon SARPA"	5 203 \$
Communication Graphique Recto-Verso	Contrat négocié	Barème admissibilité aide juridique	3 405 \$
Communication Graphique Recto-Verso	Contrat négocié	Encart d'information en Inuktitut	310 \$
CNW TELBEC	Contrat négocié	Diffusion de communiqués de presse.	502 \$
Services graphiques Deux-Montagnes	Contrat négocié	Impression d'affiches pour 50e anniversaire de l'Aide Juridique.	810 \$
Linéaire Infographie Inc.	Contrat négocié	Articles promotionnels pour 50e anniversaire de l'Aide Juridique.	21 273 \$
Vistaprint Canada Corporation	Contrat négocié	Articles promotionnels 50e anniversaire de l'Aide Juridique	2 173 \$
Bell Canada	Contrat négocié	Diffusion des coordonnées de la CSJ dans les bottins téléphoniques du Québec	279 \$
		Total	33 955 \$

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère en vertu du règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Question 04	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) Séparément : par le cabinet ministériel : a. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b. Le but visé par chaque dépense; c. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement; d. Si l'événement s'est tenu virtuellement. Par le ministère ou l'organisme : e. Les sommes dépensées en 2022-2022 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f. Le but visé par chaque dépense; g. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement; h. Si l'événement s'est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j. Le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k. La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié); l. La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m. Le but visé par chaque dépense; n. Le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement; o. Si l'événement s'est tenu virtuellement.
------------------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question 05	La liste des dépenses en formation de communication :
	Organisée par le ministère ou l'organisme : a. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b. Le but recherché par chaque dépense; c. Le nombre total et la liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; e. Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f. Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g. La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h. Le but visé par chaque dépense; i. Le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Organisée par l'organisme

Aucune.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
	0 \$

Organisée par une firme externe

Aucune.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?Lang=fr>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 06

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a. Les noms du professionnel ou de la firme;
- b. Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c. Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d. La date d'octroi du contrat;
- e. Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f. L'échéancier;
- g. Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
amazon.ca	Équipements informatiques.	Contrats négociés	7 580 \$
Annick Perron	Consultante en gestion du changement.	Contrat négocié	11 820 \$
BEANFIELD METROCONNECT	Télécommunications, Internet.	Contrat négocié	8 250 \$
belitec	Fournitures de bureau.	Contrats négociés	1 365 \$
Bettina Karpel	Traduction de textes juridiques.	Contrats négociés	1 885 \$
Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice Inc.	Huissiers.	Contrats négociés	4 232 \$
COFOMO Inc.	Consultants en gestion du changement.	Contrat négocié	9 573 \$
Cognat Inc.	Service de sauvegardes informatiques.	Contrat négocié	13 945 \$
Communication Graphique Recto-Verso	Graphisme pour le rapport annuel.	Contrat négocié	3 405 \$
COPICOM SOLUTION INC.	Achat de deux photocopieurs.	Contrat négocié	8 406 \$
Dans une Boite	Décoration de salle pour événement 50e anniversaire de l'Aide Juridique.	Contrat négocié	1 300 \$
DÉCORE TES FENÊTRES INC.	Installation de stores pour les fenêtres.	Contrat négocié	13 853 \$
Déménagement Performance	Service de déménagement.	Contrat négocié	1 005 \$
Deschamps Impression inc.	Impression d'encarts pour le SARPA.	Contrat négocié	5 203 \$
DGI - Complexe	Entretien général des locaux.	Contrat négocié	2 935 \$
Distrimar inc.	Mobilier de bureau.	Contrat négocié	2 690 \$
Divertissement KOS Entertainment	Service de disc-jockey journées d'étude.	Contrat négocié	1 800 \$
Encore Global Events (Canada) ULC	Formations.	Contrat négocié	16 761 \$
FORMATION QUALITEMPS INC.	Formation.	Contrat négocié	1 950 \$
Gestar Inc.	Soutien annuel logiciel e-Documentik.	Contrat négocié	2 000 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Services juridiques	Contrat négocié	23 077 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 06

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Services juridiques.	Contrat négocié	24 013 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Services juridiques.	Contrat négocié	3 240 \$
GRAND & TOY LIMITED	Fournitures de bureau.	Contrats négociés	2 960 \$
Groupe MP-Plus	Formation.	Contrat négocié	1 530 \$
Groupe MP-Plus	Formation.	Contrat négocié	1 080 \$
Groupe MP-Plus	Formation.	Contrat négocié	260 \$
HEC Montréal	Formations.	Contrat négocié	12 720 \$
Impression JG Inc.	Impression de documents.	Contrat négocié	2 340 \$
LAFORTUNE LÉGAL	Rédaction de mémoire pour le service d'avocats-conseils et contentieux.	Contrat négocié	3 408 \$
L'Eauthentique	Distributeur d'eau et entretien.	Contrat négocié	1 479 \$
Les rebelles - boîte de publicité	Graphisme pour publicités.	Contrat négocié	5 255 \$
LexisNexis Canada Inc.	Documentation.	Contrats négociés	21 932 \$
Librairie Wilson & Lafleur inc.	Documentation.	Contrats négociés	2 396 \$
LifeWorks (Canada) Ltd	Programme d'aide aux employés.	Contrat négocié	2 795 \$
Linéaire Infographie Inc.	Produits promotionnels pour 50e anniversaire de l'Aide Juridique.	Contrat négocié	21 273 \$
Louise Langevin	Formation.	Contrat négocié	1 717 \$
Lussier Dale Parizeau	Assurance commerciale.	Contrat négocié	22 494 \$
Me Francis Meloche	Services juridiques.	Contrat négocié	12 950 \$
Me Francis Meloche	Services juridiques.	Contrat négocié	12 390 \$
Me Sophie Papillon, avocate	Formation.	Contrat négocié	1 500 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	2 637 \$
MicroAge	Équipements informatiques	Contrat négocié	838 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	599 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question **06**

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
MicroAge	Équipements informatiques	Contrat négocié	1 393 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	8 185 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	344 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	13 215 \$
MicroAge	Équipements informatiques	Contrat négocié	1 944 \$
MicroAge	Équipements informatiques	Contrat négocié	7 311 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrats négociés	2 548 \$
Miro Formerly Realtimeboard	Application informatique.	Contrat négocié	1 398 \$
Monday.com	Application informatique.	Contrat négocié	1 012 \$
Moneris	Frais de services pour système de paiement Moneris.	Contrat négocié	15 739 \$
Nethris	Frais de services pour système de paie.	Contrat négocié	2 990 \$
Norbec Communication	Matériel audio-visuel pour salle de conférence.	Contrat négocié	17 293 \$
NOVEXCO INC.	Fournitures de bureau.	Contrats négociés	7 720 \$
Panadata Inc.	Entretien de photocopieurs.	Contrat négocié	2 477 \$
Parenty Reitmeier, Inc.	Traduction d'un document en Inuktitut.	Contrat négocié	1 045 \$
Paul Ducharme Photographe	Photos pour 50e anniversaire de l'Aide Juridique et journées d'études des avocats.	Contrat négocié	6 638 \$
PitneyWorks	Achat de timbres.	Contrat négocié	5 747 \$
Propulsion RH Inc.	Formations.	Contrats négociés	6 750 \$
Purolator Inc.	Service de messagerie.	Contrat négocié	1 530 \$
Services graphiques Deux-Montagnes	Impression rapport annuel.	Contrat négocié	6 395 \$
Services graphiques Deux-Montagnes	Impression d'affiches pour 50e anniversaire de l'Aide Juridique.	Contrat négocié	810 \$
Société Place des Arts	Stationnements.	Contrat négocié	6 606 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 06	Suite
--------------------	-------

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Softchoice LP	Licences pour logiciel Office 365 E3.	Contrat négocié	6 677 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Office 365 Business Premium.	Contrat négocié	19 698 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Antivirus.	Contrat négocié	4 431 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Adobe.	Contrat négocié	2 902 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques	Contrat négocié	23 483 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques	Contrat négocié	8 890 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrats négociés	1 371 \$
Steven Maxwell	Formation.	Contrat négocié	2 500 \$
TELUS	Téléphonie mobile.	Contrat négocié	8 321 \$
Thomson Reuters Canada	Banques de données juridiques.	Contrat négocié	16 914 \$
Typeform SL	Application informatique.	Contrat négocié	1 070 \$
Vincent Denault	Formation.	Contrat négocié	1 305 \$
Vistaprint Canada Corporation	Sacs à dos promotionnels 50e anniversaire de l'Aide Juridique.	Contrat négocié	2 173 \$
Vumetric Solutions Inc.	Auditeurs pour sécurité informatique.	Contrat négocié	15 840 \$
Wolters Kluwer Canada Limited	Documentation.	Contrats négociés	9 970 \$
Zoom Video Communications Inc.	Licences informatiques.	Contrat négocié	6 026 \$
Total			555 502 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question 07	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a. La liste des soumissions et le montant de chacune; b. La grille d'évaluation des soumissions; c. Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d. Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e. Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
------------------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:
<https://www.seao.ca/>.

Question 08	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : a. La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b. Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c. Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d. Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e. Une description de son mandat; f. La date de début de son contrat; g. La date prévue de fin de son contrat; h. Sa rémunération annuelle.
------------------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <http://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 09

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. Le nom du projet;
- b. La nature du projet;
- c. L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e. Les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g. L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h. Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j. Le nombre d'employés (etc.) affectés à ce projet;
- k. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- L. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des ti en 2022-2023.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 09	Suite
-------------	-------

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Nom du projet	Nature du projet	Coût initial prévu	Total à ce jour	Étude logiciel libre	% de réalisation à ce jour	Pénalités
Programme de transformation numérique du réseau d'aide juridique (eMAJ):						
Accompagnement à l'élaboration d'un dossier d'affaire dans le cadre du projet de transformation numérique du réseau de l'aide juridique	Modernisation et transformation numérique du réseau de l'aide juridique. (Transition services conseils Inc.)	117 950 \$	94 360 \$	N/A	80%	Aucune
Déploiement des applications Office 365, TEAMS et formation adaptée	Modernisation et transformation numérique du réseau de l'aide juridique. (Softchoice LP et Groupe Edgenda Inc.)	744 402 \$ (sur 3 ans)	293 012 \$	N/A	50 %	Aucune
Stratégie de gestion du changement	Programme de communication sous la forme de bulletins périodiques d'information dédiés au personnel du réseau (Transition service conseils Inc. et Annick Perron)	305 252 \$ (sur 3 ans)	116 639 \$	N/A	35 %	Aucune
Déploiement d'une solution pour la gestion des ressources humaines	Modernisation et transformation numérique du réseau de l'aide juridique. (Transition services conseils Inc.) (Analyse des besoins d'affaires complétée)	530 298 \$ (sur 1 an)	16 091 \$	N/A	1%	Aucune

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a. La photocopie; b. Le mobilier de bureau; c. L'ameublement; d. La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e. Le distributeur d'eau de source; f. Le remboursement des frais de transport; g. Le remboursement des frais d'hébergement; h. Le remboursement des frais de repas; i. Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j. L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a. Au Québec; b. À l'extérieur du Québec.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	CSJ
Photocopie	0 \$
Mobilier de bureau et ameublement	0 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas	3 140 \$
Frais de fêtes (aucun frais d'alcool)	0 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec	829 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec	0 \$
Total	3 969 \$

Question 12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	CSJ
Les coûts d'acquisition des appareils	0 \$
Le coût d'utilisation des appareils	0 \$
Le coût des contrats téléphoniques	517 \$
Le coût des frais d'itinérance	8 \$
Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 \$
Les coûts de résiliation	0 \$
Total	525 \$

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 13

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- a. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et plus;
- b. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et moins;
- c. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
– le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m. Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o. Le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p. Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s. Le nombre de postes vacants et le nombre d'etc. non comblés, ventilé par région.

Question 13	Suite
-------------	-------

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Les employés de la Commission des services juridiques ne sont pas assujettis à la loi sur la fonction publique (r.l.r.q., chapitre f-3.1.1).

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 14	Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : a. Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines; c. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

A la réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- B. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines

19
- C. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

2
- CSJ seulement

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question **15**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 15	Suite
-------------	-------

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2022	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
283 Boulevard La Salle, Baie-Comeau	66 996 \$	343.50 m²			1 an	Société québécoise des infrastructures
25 Route 138, Forestville	28 763 \$	175.00 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
700 Boulevard Laure, Sept-Îles	69 237 \$	429.29 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
420 Rue Saint-Georges, Drummondville	70 597 \$	334.52 m²			3 ans	Société québécoise des infrastructures
547 Rue Commerciale, La Tuque	14 600 \$	80.16 m²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
55 rue Marcel, Louiseville	8 937 \$	54.08 m²			3 ans	Société québécoise des infrastructures
500 Avenue Broadway, Shawinigan	60 870 \$	363.26 m²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
1350 Rue Royale, Trois-Rivières	223 230 \$	982.47 m²			12 ans	Société québécoise des infrastructures
746 Rue Notre-Dame, Victoriaville	54 481 \$	309.92 m²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
147 Boulevard Saint-Jean-Baptiste, Châteauguay	43 102 \$	205.60 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
406 Rue du Sud, Cowansville	47 300 \$	204.34 m²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
55 Rue Principale, Granby	45 299 \$	269.28 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1732 Marie-Victorin, Longueuil	184 496 \$	707.85 m²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
101 Boulevard Roland-Therrien, Longueuil	333 723 \$	1 019.47 m²			1 an	Société québécoise des infrastructures
431 Avenue Sainte-Anne, Saint-Hyacinthe	98 866 \$	381.88 m²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
232 Rue Longueuil, Saint-Jean-sur-Richelieu	54 551 \$	258.58 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
151 Rue Salaberry, Salaberry-de-Valleyfield	73 467 \$	349.45 m²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
75 Rue George, Sorel-Tracy	54 086 \$	267.86 m²			1 an	Société québécoise des infrastructures
566 1re Avenue, Amos	77 311 \$	365.57 m²			2 ans	Société québécoise des infrastructures

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 15	Suite
-------------	-------

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2022	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
361 3e Rue, Chibougamau	17 128 \$	91.66 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
575 Katingajit Road, Kuujjuaq	52 173 \$	105.00 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
604 Siuralituuk Street, Kuujjuaq	24 746 \$	66.04 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
660 Makiuk Street, Kuujjuaq	30 168 \$	84.18 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
360 Rue Principale, La Sarre	24 369 \$	133.75 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
53 Rue du Terminus, Rouyn-Noranda	50 991 \$	216.75 m²			2 ans	Société québécoise des infrastructures
849 5e Avenue, Val-d'Or	221 793 \$	310.41 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
3 Rue Sainte-Anne, Ville-Marie	24 506 \$	120.90 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
450 Rue Saint-Louis, Joliette	128 350 \$	586.19 m²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
505 Avenue Béthanie, Lachute	25 002 \$	149.42 m²			1 an	Société québécoise des infrastructures
585 Rue Hébert, Mont-Laurier	46 480 \$	270.78 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
10 A Boulevard Brien, Repentigny	56 579 \$	224.45 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
118 Rue Principale, Sainte-Agathe-des-Monts	28 343 \$	98.82 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
220 Boulevard Labelle, Sainte-Thérèse	51 117 \$	222.58 m²			1 an	Société québécoise des infrastructures
300, rue Sicard bureau 210 Sainte-Thérèse	72 739 \$	327.34 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
11 Chemin de la Grande-Côte, Saint-Eustache	28 907 \$	122.22 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
460 Rue Labelle, Saint-Jérôme	263 873 \$	924.23 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
891 Rue Saint-François-Xavier, Terrebonne	30 456 \$	111.27 m²			1 an	Société québécoise des infrastructures
18 Rue du Manège, Coaticook	17 473 \$	71.00 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
674 Rue Dufferin, Stanstead	4 317 \$	27.44 m²			1 an	Société québécoise des infrastructures
1717 Boulevard Saint-Martin, Laval	171 386 \$	809.35 m²	40 000 \$		5 ans	Société québécoise des infrastructures

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 15	Suite
--------------------	-------

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2022	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
5800 Rue Saint-Denis, Montréal	178 708 \$	670.48 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
425 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	571 572 \$	1 157.62 m²			25 ans	Société québécoise des infrastructures
5858 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal	115 068 \$	477.68 m²	404 440 \$		Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
5100 Rue Sherbrooke, Montréal	167 813 \$	620.40 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
5879 Boulevard Henri-Bourassa, Montréal-Nord	190 329 \$	601.06 m²	8 261 \$		11 ans	Société québécoise des infrastructures
201 Boulevard Crémazie, Montréal	217 365 \$	825.33 m²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
800 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	762 440 \$	2 145.60 m²	76 635 \$		10 ans	Société québécoise des infrastructures
4250 Rue Wellington, Verdun	199 732 \$	618.52 m²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
600 Rue Fullum, Montréal	107 519 \$	620.47 m²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
21 Rue Patrick-Morgan, La Malbaie	19 721 \$	121.89 m²			1 an	Société québécoise des infrastructures
5130 Boulevard Guillaume-Couture, Lévis	73 463 \$	310.32 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
68 Rue du Palais de Justice, Montmagny	38 840 \$	212.11 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
8500 Boulevard Henri-Bourassa, Québec	115 154 \$	509.76 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
400 Boulevard Jean-Lesage, Québec	393 985 \$	1 663 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1515 Avenue D'Estimauville, Québec	68 229 \$	421.3 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
11535 1re Avenue, Saint-Georges	50 093 \$	242.87 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
700 Avenue Robert-Cliche, Saint-Joseph-de-Beauce	35 191 \$	209.37 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
49 Boulevard Saint-Benoît, Amqui	24 953 \$	131 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
455 Chemin Avila-Arseneau, Cap-aux-Meules	23 288 \$	103 m²			12 ans	Société québécoise des infrastructures
505 Avenue Daigneault, Chandler	51 591 \$	180 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
185 Boulevard De York, Gaspé	36 657 \$	165 m²			12 ans	Société québécoise des infrastructures

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 15

Suite

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2022	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
308 Rue de la Gare, Matane	41 097 \$	223 m²			13 ans	Société québécoise des infrastructures
122 Boulevard Perron, New Richmond	39 519 \$	188 m²			14 ans	Société québécoise des infrastructures
320 Rue Saint-Germain, Rimouski	142 689 \$	702 m²			15 ans	Société québécoise des infrastructures
33 Rue de la Cour, Rivière-du-Loup	52 307 \$	399 m²			14 ans	Société québécoise des infrastructures
6 1re Avenue, Sainte-Anne-des-Monts	19 912 \$	119 m²			11 ans	Société québécoise des infrastructures
38 Rue Saint-Philippe, Témiscouata-sur-le-Lac	23 192 \$	110 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
530 Rue Collard, Alma	52 231 \$	255.49 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1390 Boulevard Wallberg, Dolbeau-Mistassini	35 842 \$	159.38 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
845 Boulevard Saint-Joseph, Roberval	38 006 \$	171.32 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
3639 Boulevard Harvey, Saguenay	62 033 \$	318.93 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
267 Rue Racine, Saguenay	156 438 \$	537.45 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
301 Rue Albert, Saguenay	28 721 \$	100.83 m²			1 an	Société québécoise des infrastructures
150 Rue Sainte-Catherine, Montréal	768 590 \$	1 658.41 m²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
225 Rue King Ouest, Sherbrooke	222 820 \$	1 130.26 M²			10 ans	Gilles Boisvert Inc.
57, Rue Notre-Dame Ouest, Thetford Mines	45 550 \$	311.18 M²			5 ans	Compagnie (9164-4222) Inc.
321, Rue Chassé, Asbestos	21 240 \$	169.89 M²			5 ans	M.R.C. Asbestos
4340 B, Rue Laval, Lac-Mégantic	32 375 \$	171.87 M²			5 ans	Placements L.H.V. Inc.
42, Rue Principale Ouest Bureau 200, Magog	36 065 \$	182.22 M²			7 ans	Opto Gestion Inc.
225 Rue King Ouest, Sherbrooke	95 295 \$	534.19 M²			10 ans	Gilles Boisvert Inc.
207, St-Georges, Windsor	2 500 \$	24.50 M²			1 an	MTESS
245, Rue Montcalm, Disraéli	2 400 \$	18 M²			1 an	C.L.S.C. Frontenac

Renseignements généraux

Étude des crédits 2023-2024

Question 15	Suite
--------------------	-------

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2022	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
510, Boul Maloney, Bureau 201, Gatineau	51 978 \$	223.7 M²			5 ans	6611923 Canada Inc.
142, Rue Front, Campbell's Bay	16 200 \$	142.6 M²			5 ans	Robert C. Larivière et Christine Burke
116, Rue King, Bureau C, Maniwaki	16 705 \$	121.46 M²			5 ans	75835910 Canada Inc.
135, Rue Joseph, Gatineau	49 920 \$	237.0 M²			5 ans	Marquis Lafleur Inc. et Éric Robillard
136, Rue Wright, Gatineau	135 240 \$	546.3 M²			5 ans	135 933 Canada Inc.
365, Boul. Gréber, Bur 202, Gatineau	74 360 \$	389.48 M²			5 ans	Les Immeubles Tassé
204, Chemin Aylmer, Gatineau	30 878 \$	102.5 M²			5 ans	4201221 Canada Inc.
768, Boul. St-Joseph, Bureau 210, Gatineau	94 485 \$	419.0 M²			5 ans	146 786 Canada Inc.
2533, Rue Centre 101 Montréal Québec	55 012 \$	278.71 M²			5 ans	9208-1991 Québec Inc.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). (CSJ seulement)

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a. La liste des actifs excédentaires inoccupés; b. La valeur estimée de ceux-ci; c. Les coûts d'entretien annuel; d. Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:
La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Aucun.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a. Les dates des travaux; b. Les coûts; c. Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

Q_{uestion} 19	Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a. Le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b. La circonscription électorale; c. Le montant attribué; d. Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
-----------------------------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère ou de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 26).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr&categorieid=1>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a. Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b. Par catégorie d'âge; c. Prévisions 2023-2024.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc.) Du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégories.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Coût	Description
Lexis-Nexis	11 324 \$	Banques de données juridiques
Soquij	638 222 \$	Banques de données juridiques
Thomson Reuters Canada	33 710 \$	Banques de données juridiques
Wolters Kluwer Québec Ltée	1 000 \$	Banques de données juridiques
Centre d'accès à l'information juridique	5 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Comité Chômage de Montréal	10 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Copibec	354 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Emond Montgomery Publishing	104 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Fonds des biens et des services	559 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
LE CODE DUCHARME	497 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Lexis-Nexis	10 519 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Presses de l'Université du Québec	96 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Soquij	350 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Thomson Reuters Canada	66 800 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Université de Sherbrooke	141 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Wilson & Lafleur inc.	3 439 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Wolters Kluwer Québec Ltée	6 010 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Total	773 140 \$	

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question 26	Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :
	a. Le nom du site web;
	b. Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
	c. Les coûts de construction du site;
	d. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
	e. Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
	f. La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
	g. La fréquence moyenne de mise à jour;
	h. Le responsable du contenu du site;
	i. Les noms de domaines réservés;

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Adresse du site Internet : www.csj.qc.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le site a été créé en 2000 par des ressources internes et par M. Jean-François Bourret, consultant. Il a été complètement restauré en 2017 par des ressources internes.
Les coûts de construction du site :	33 775 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	36 531 \$ en 2022-2023 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2022-2023.

Adresse du site Internet : www.sarpaquebec.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le service Informatique interne de la Commission
Les coûts de construction du site :	120 652 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	19 893 \$ en 2022-2023 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2022-2023.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2022-2023 demandé par le secrétariat du conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2023-2024.
-------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022 2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Primes au rendement et bonis	CSJ
Total	Aucune

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022 2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Primes de départ et bris de contrat	CSJ
Total	46 528 \$

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a. La dépense totale (opération et capital); b. Les grands dossiers en cours; c. Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d. Préciser le nombre en équivalent etc. et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e. Le nombre de consultants externe attitrés aux dossiers informatiques.

- b : Les informations sont disponibles au tableau de bord
site internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>
- d : La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.
- e. : la réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. Pour la commission des services juridiques, la dépense totale en ressources informationnelles pour 2022-2023 (opération et capitale) s'élève à **2 681 270 \$**.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 42	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a. La dépense totale relative au paiement des cotisations; b. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c. Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Nom de l'association	Nombre de personnes	Nom de la directive	Coût total
Barreau du Québec	533	Conventions collectives des avocats en vigueur; Article 13, 44 et 46 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, c.A-14).	726 788 \$
Ordre des CPA du Québec	12	Directive 6-79	10 164 \$
Ordre des ingénieurs du Québec	1	Directive 6-79	881 \$
Ordre des CRHA du Québec	1	Directive 6-79	638 \$
Total	547		738 471 \$

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a. La date; b. La nature; c. Les questions posées; d. Les réponses; e. La firme retenue; f. Les coûts.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Firme	Coût
Normandin Beaudry	28 873 \$ *

* Ce montant a été assumé à part égale entre la CSJ, le Ministère de la Justice et le Barreau du Québec.

Question 44	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
	a. Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b. Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur internet et les médias sociaux et le montant.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune

Diffusion par :	Montant	%
Médias communautaires	0 \$	
Internet et les médias sociaux	0 \$	
Total	0 \$	

Question 51	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant: 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
------------------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Question 52	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel requis pour fins de télétravail.
-------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Remboursements aux employés : 167 \$

CSJ seulement

Question 53	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a. Les sommes dépensées; b. Le nombre de demandes au programme d'aide aux employés (PAE); c. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
------------------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. Aucune
- B. 60 demandes au 28 février 2023.
- C. Aucune

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Renseignements généraux		Étude des crédits 2023-2024
Question 56	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages	
	a.	Nombre de stagiaires reçus;
	b.	Heures de stages effectués;
	c.	Rémunération totale déboursée.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Stagiaires	Rémunération
33	744 802 \$

Estimation au 28 février 2023

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 66	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet de d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a. Le nombre d'autorisations; b. Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c. Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d. Le montant accordé; e. Les motifs de la demande.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:
<https://www.seao.ca/>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 67	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organismes en 2022-2023 : a. Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b. Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministère et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2023-2024
Question 69	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.